

Échanger entre acteurs autour de l'éducation

Retour sur l'expérience
de Cohérence éducative
dans le Val-d'Oise




Aide et Action
devient

**ACTION
EDUCATION**

Sommaire

Introduction	3
À l'origine de « Cohérence éducative 95 »	3
L'enjeu de la cohérence éducative sur un territoire	4
Cohérence éducative 95, un espace de dialogue original	6
Le processus de capitalisation	7
Cohérence éducative 95 : un double espace d'échange	8
Le comité de pilotage	8
Les journées de la cohérence éducative	12
Quel cadre et quelles démarches pour faciliter la concertation ?	14
La mobilisation et la participation des acteurs	14
Faciliter les échanges entre les acteurs	17
Un objet commun autour duquel co-construire et partager des expériences	23
Un cadre d'échange autodéfini et souple	28
Les effets de la participation pour les acteurs	31
Effets en termes d'interconnaissance et de décroïsonnement	32
Effets sur l'appréhension des enjeux éducatifs et du territoire	34
Effets sur l'action et les pratiques	35
Quelques questions transversales	37
Comment parvenir à attirer une diversité d'acteurs ?	37
Au-delà de l'échange, quelles possibilités d'approfondissement et de passage à l'action ?	38
Quelle visibilité et quelle reconnaissance de Cohérence éducative 95 ?	39
Comment suivre et mesurer les effets de la cohérence sur un territoire ?	40
Pour conclure : La cohérence éducative, essentielle et à portée de main	42
Ce type de concertation fait sens pour les acteurs, et il n'est pas forcément complexe ni coûteux à organiser	42
« S'embarquer » collectivement dans un projet éducatif	43

An illustration of four people sitting around a table, engaged in a discussion. A man in a green shirt and glasses is holding an open book. A woman in a brown top is on the left, a man in an orange top is on the right, and a woman in a green top is on the far right. There are several books and papers on the table. The scene is framed by a white, cloud-like shape against a green background.

QUiD DU PROJET
ÉDUCATIF DE MA
COMMUNE ?

QUiD DU PROGRAMME
DE MATHS...?

QUiD DES
INTERVENTIONS
DE MON ASSO ?

QUiD DE
L'ORIENTATION
DE MA FILLE ?

Introduction

À l'origine de « Coherence éducative 95 »

L'association Action Education (anciennement Aide et Action) intervient dans le département du Val-d'Oise depuis 2007. À son arrivée, elle constate que l'école a du mal à faire le lien avec les familles et avec les dispositifs d'accompagnement éducatifs portés par le secteur associatif ou les collectivités territoriales. Plus largement, elle observe que le partenariat entre les acteurs de terrain ne va pas de soi du fait d'incompréhensions ou de difficultés d'articulations entre l'école, les agents d'animation périscolaire, les centres de loisir et centres sociaux, les associations, etc.

Pour y répondre, elle met en place un dispositif d'accompagnement de projets éducatifs tant au niveau des établissements scolaires qu'au niveau de la ville. Entre 2007 et 2012, elle accompagne ainsi une dizaine d'écoles à construire leur projet d'école de manière participative, et travaille avec la ville d'Argenteuil pour animer des groupes de réflexion dans le cadre de l'élaboration du Projet éducatif local (PEL).

Une des principales préoccupations qui émergeait de ces accompagnements était la relation et la communication entre l'école et les familles. Pour creuser cette question, en 2011 l'inspectrice d'académie en charge de la prévention de l'illettrisme a missionné Action Education pour conduire une recherche-action sur la relation école-famille et son impact sur les apprentissages des enfants. C'était la première fois que l'Éducation nationale missionnait une association tierce sur un tel chantier dans le département. Au même moment, la Maison départementale de l'éducation du Val-d'Oise (MDE) voit le jour à Saint-Ouen-l'Aumône. Il s'agit d'un lieu qui réunit divers services et opérateurs de l'Éducation nationale et se veut ouvert aux partenaires de l'école, dans l'idée que tous ont quelque chose à dire sur l'école. La MDE s'associe donc au projet de recherche-action.

Autour d'Action Education et de la MDE, un groupe de recherche-action composé d'une douzaine de professionnels se met en place (des représentants de l'Éducation nationale, les associations École et Famille, Gfen¹ et Afavo², et des chercheurs) et conduit une consultation d'élèves, de parents et d'équipes enseignantes du département. Le processus de recherche-action a notamment abouti aux conclusions suivantes :

¹ Groupe français d'éducation nouvelle

² Association pour l'accompagnement et la formation des femmes et des familles du Val-d'Oise

- * Le manque de lien entre enfants, familles, enseignants et autres dispositifs d'accompagnement éducatif produit un morcellement de la prise en charge de l'enfant. Cette juxtaposition des espaces de prise en charge des difficultés de l'enfant ne permet pas une coéducation, et elle aboutit au contraire à des éducations parallèles voire à des injonctions et modes de faire contradictoires.
- * Les dispositifs d'accompagnement, services et aides éducatives foisonnent dans le Val-d'Oise, mais leur nombre et diversité les rendent illisibles pour les familles. Les enseignants et autres professionnels n'ont pas non plus de vue d'ensemble de l'existant, ce qui ne leur permet pas d'orienter les publics au mieux. La superposition non coordonnée de ces dispositifs entraîne donc une mauvaise utilisation de leurs spécificités.
- * Malgré les initiatives visant à démythifier l'école pour les parents, ceux-ci évoquent la nécessité d'un échange dans les deux sens et le souhait d'établir des relations de confiance, avec convivialité et communication.

Suite à cette étude, les membres du groupe ont eu la volonté de poursuivre la dynamique dans l'objectif de faciliter l'interconnaissance entre les acteurs éducatifs du Val-d'Oise et de visibiliser les initiatives et dispositifs existant sur le territoire. Une journée d'étude « Quelles complémentarités et cohérences éducatives sur un territoire ? » a été organisée en 2012. Outre la question initiale de la relation école-famille, elle a également abordé les questions liées au partenariat avec les associations et les collectivités territoriales.

La dynamique a ensuite fait tache d'huile et perdure jusqu'à aujourd'hui. Le groupe s'est élargi à de nouvelles structures et il organise chaque année une « **journée de la cohérence éducative** » pour croiser les regards des acteurs et favoriser le partage de connaissances et d'expériences sur des thèmes donnés.

L'enjeu de la cohérence éducative sur un territoire

Une multitude d'acteurs concourt à l'éducation des enfants, adolescents et jeunes sur un territoire donné : Éducation nationale, familles, associations, collectivités territoriales, etc. Chacun de ces acteurs recouvre une variété de professionnels et de pratiques, mais aussi de non-professionnels (parents, élus, bénévoles).

La question de l'articulation entre ces différents intervenants est régulièrement posée, soit sous le prisme de la relation école-famille, soit – dans une moindre mesure – sous un prisme plus large prenant en compte l'ensemble des acteurs. Elle est abordée sous différents vocables : coéducation, partenariat, communauté éducative, concertation, travail en pluri-acteurs, etc.

Le groupe d'acteurs dont l'expérience est présentée dans ce livret a opté pour la notion de « **cohérence éducative** », qui nous semble recouvrir 3 niveaux et viser 2 grandes finalités :

3 niveaux

Le niveau politique

Quelle vision partagée, quel **projet éducatif commun**, autour duquel rassembler les acteurs et trouver de la cohérence

Le niveau des organisations

La **complémentarité des acteurs** éducatifs (institutions, collectivités, associations, familles, etc.) qui, au-delà de leurs stratégies et agendas propres, doivent trouver leur place dans la définition de ce projet éducatif et leur rôle dans sa mise en œuvre

Le niveau opérationnel

L'articulation des différents intervenants (professionnels ou non) sur le terrain, la cohérence de leurs pratiques, arriver à faire **communauté éducative** et travailler ensemble

2 finalités

La continuité

dans la prise en charge des enfants, adolescents et jeunes, la continuité de leur temps qui est souvent « morcelé » entre différents intervenants

La lisibilité et la transparence

des dispositifs d'accompagnement, services et aides existantes pour les usagers, pour faciliter leurs parcours

Cette question a été abordée au niveau politique par différentes lois et dispositifs. La loi de refondation de l'école de la République de 2013 a intégré la coopération avec les parents d'élèves et autres acteurs au sein du référentiel de compétences des enseignants. Par la réforme des rythmes scolaires, elle a également suscité une réflexion sur l'articulation des acteurs sur le temps périscolaire. Par ailleurs, plusieurs instruments ont eu pour ambition de faciliter la cohérence, tels que les Projets éducatifs locaux (PEL), Projets éducatifs de territoire (PEDT) ou encore le label des Cités éducatives.

Cependant, elle soulève des questions complexes qui restent relativement peu explorées :

- * Comment mobiliser les acteurs concernés, faciliter la concertation et se projeter ensemble dans une politique éducative sur un territoire ?
- * Comment avancer vers une compréhension réciproque entre ces acteurs ? Compréhension des cultures éducatives de chacun, connaissance des champs d'action respectifs, du maillage des dispositifs existants sur un territoire, etc.
- * Comment dépasser la juxtaposition des actions portées par les acteurs et construire des actions articulées ou conjointes ? Comment gérer les écarts de cultures et pratiques professionnelles et organisationnelles ?
- * Comment entretenir des relations pérennes, s'inscrivant dans la durée malgré le turnover des personnes ?
- * Comment suivre et mesurer les effets de l'action collective sur les publics et sur le territoire ?

Cohérence éducative 95, un espace de dialogue original

10 ans plus tard, la dynamique initiée en 2012 se poursuit. Le groupe initial s'est élargi et a réuni une vingtaine d'acteurs divers au fil du temps. Il a poursuivi ses travaux en creusant une thématique spécifique chaque année, et 10 journées d'étude ont été organisées.

Cette longévité a étonné les acteurs qui en sont membres eux-mêmes : alors qu'il n'est rattaché à aucun cadre institutionnel, qu'il ne repose sur aucune contractualisation entre les acteurs et qu'il ne bénéficie d'aucun financement, comment expliquer que cet espace d'échange ait perduré 10 ans ?

Cohérence éducative 95 interroge également par son caractère original. On pourrait le définir comme un « espace » où se réunissent des acteurs pour dialoguer autour d'un territoire (le Val-d'Oise) et d'une thématique (l'éducation). Il réunit des acteurs variés qui n'ont pas forcément l'opportunité de se rencontrer ou d'échanger dans d'autres espaces. Il ne s'agit pas d'un espace « institutionnalisé » au sens où il n'est pas établi par la loi ni géré par une institution publique, n'a pas de caractère officiel, et ne participe pas de la mise en œuvre d'une politique

publique. Ses activités et son fonctionnement ne sont pas prédéterminés et se construisent de manière ascendante sur la base des besoins des membres.

À l'occasion de son 10^e anniversaire, les membres ont donc souhaité conduire un retour sur expérience dans l'objectif de prendre du recul pour nourrir la suite de leur travail, et de tirer des enseignements à partager à d'autres.

Le processus de capitalisation

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Ce document est le fruit d'une démarche de capitalisation. La capitalisation est un ensemble de méthodologies qui permettent de documenter et d'analyser une expérience pour la transformer en connaissance partageable. Le document part donc de l'expérience des personnes qui ont initié, animé ou participé à cet espace. 17 d'entre elles ont été interrogées sur les effets et la plus-value apportée par leur participation à Cohérence Éducative 95, et sur son fonctionnement. La prise de recul et l'analyse de leur expérience a été permise par des personnes ressources externes d'Action Education et d'Equi-Libre.

QUE TROUVEREZ-VOUS DANS CE DOCUMENT ?

Ce document présente et analyse le cadre et les démarches qui ont été élaborés au sein de Cohérence éducative 95 pour faciliter les échanges entre acteurs, et les effets que la participation a eu sur les acteurs impliqués. Ce faisant, il dégage des enseignements sur les conditions et facteurs de réussite d'une démarche de concertation pluri-acteurs.

À QUI S'ADRESSE-T-IL ?

Il est susceptible d'intéresser toute personne qui anime, souhaite initier ou qui participe à une dynamique de concertation. Il témoigne de l'expérience d'un groupe majoritairement composé de professionnels du champ de l'éducation, mais il peut servir d'inspiration à d'autres types de concertation : au sein de l'Education nationale, avec des non-professionnels (parents d'élèves, bénévoles, jeunes) ou dans d'autres champs que celui de l'éducation.

Cohérence éducative 95 : un double espace d'échange

Cohérence éducative 95 articule deux espaces d'échange :

- * Un comité de pilotage (copil), auquel participe un groupe d'acteurs restreint, et qui conçoit et organise chaque année la journée de la cohérence éducative
- * Une journée d'étude annuelle, qui mêle à la fois information, formation et échanges, et à laquelle participent des acteurs plus nombreux et plus variés (issus de l'Éducation nationale, du monde associatif, de collectivités territoriales, d'institutions ou encore d'universités)

Le comité de pilotage

Il regroupe divers acteurs éducatifs intervenant dans le Val-d'Oise (services et structures de l'Éducation nationale, associations intervenant dans le domaine de l'éducation, de la jeunesse, de la famille, de la politique de la ville et du développement social, fédération de parents d'élèves, etc.). Il se réunit 5 à 6 fois par an pour organiser la journée d'étude, et est animé par l'association Action Education.

Sa composition a varié au fil du temps en fonction de la disponibilité et des intérêts des acteurs, mais les organisations suivantes en ont été membres à un moment donné :

Action Education

Action Education est une association de développement par l'éducation, qui accompagne depuis 40 ans des acteurs éducatifs dans leurs projets dans 20 pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe.

Afavo

L'Association pour l'accompagnement et la formation des femmes et des familles avait pour objectif la prise en charge des problématiques rencontrées par les personnes migrantes et issues de l'immigration, via des actions d'accompagnement social des familles et d'appui aux professionnels.



Académie de Versailles – DSDEN 95

À l'échelon départemental, les services de l'Éducation nationale sont rassemblés au sein de la Direction des Services Départementaux de l'Éducation nationale. Elle assure le relai local des décisions prises par l'administration centrale. Elle est chargée de la mise en œuvre de l'action éducative et de la gestion des personnels et des établissements qui y concourent. Différents services ont participé : Proviseur Vie Scolaire, Politique de la ville, Circonscription de Saint-Ouen-l'Aumône, etc.

AFEV 95

L'AFEV s'investit dans la lutte contre les inégalités éducatives et la création de liens solidaires entre campus et quartiers populaires, en développant des programmes de solidarité dans lesquels des milliers d'étudiant-es s'engagent auprès des enfants, des jeunes, des habitant-es des quartiers populaires.

E2C 95

Le réseau des Écoles de la 2^e Chance a pour objectif de lutter contre le décrochage scolaire et d'accompagner les jeunes sans diplôme et sans qualification. Elles se concentrent sur des franges de la population particulièrement fragilisées, et qui font face à des difficultés sociales et humaines marquées.

CIJ Val d'Oise

Le Centre Information Jeunesse du Val-d'Oise est une structure associative labellisée Info Jeunes, qui propose différents services gratuits et anonymes d'accueil et d'accompagnement sur des sujets qui concernent deux cibles clés : les jeunes de 16 à 30 ans et les professionnels de la jeunesse. Elle coordonne et anime le réseau IJ de 26 structures sur le département.

Éducation nationale Parents d'élèves

Professionnels du secteur associatif :
éducation, jeunesse, familles, politique
de la ville, développement social, etc.

Autres



École et Famille

Le Centre de Proximité et de Ressources « École et Famille » est une association qui travaille sur le développement du partenariat établissements scolaires-familles-quartiers-cité et la concertation entre familles et professionnels pour le bien-être des enfants.



FCPE 95

La FCPE est une association et la première fédération de parents d'élèves élus dans les établissements scolaires de l'enseignement public. Elle participe à la vie scolaire pour défendre l'intérêt des enfants et représenter les parents auprès des institutions et des pouvoirs publics.



les francas

(l'éducation en mouvement)

Les Francas 95

Les Francas sont un mouvement d'éducation populaire préoccupé par l'émancipation sociale des enfants et des jeunes, et qui agit en faveur du développement de l'action éducative locale : projet local pour l'enfance, accueil éducatif, réseaux locaux pour l'enfance, agences locales enfance-jeunesse.



Atelier Canopé 95

Opérateur du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le Réseau Canopé a pour mission la formation tout au long de la vie et le développement professionnel des enseignants. Il les accompagne notamment dans l'appropriation des outils et environnement numériques.

Ligue de l'enseignement 95

Mouvement laïque d'éducation populaire, la Ligue de l'enseignement propose des activités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs. Elle regroupe, à travers 102 fédérations départementales, 20000 associations locales présentes dans 24000 communes et représentant 1 million d'adhérents.



CLEMI Versailles

Le CLEMI est chargé de l'éducation aux médias et à l'information dans l'ensemble du système éducatif. Il assure la formation de formateurs et d'enseignants afin de permettre aux élèves d'apprendre à décrypter l'information et l'image, à aiguiser leur esprit critique, et à se forger une opinion.

GFEN

Le GFEN est un mouvement de recherche et de formation en éducation autour des principes de l'éducation nouvelle. Il postule que chaque enfant, adulte, peuple a des capacités pour comprendre et créer, et donc devenir responsable de son histoire, ce qui l'amène à repenser les conceptions dominantes de la création du savoir et de sa transmission.



CRAP-Cahiers pédagogiques

Le but du CRAP est de contribuer à l'évolution de l'enseignement et de la formation pour une société démocratique. Il publie les Cahiers pédagogiques qui croisent les regards, entre récits de pratiques et approches théoriques, outils et dispositifs pour les apprentissages et comptes rendus de recherche.



Sauvegarde du Val-d'Oise

La Sauvegarde du Val-d'Oise est une association qui développe et gère, depuis plus de 50 ans, des activités de protection de l'enfance administrative et judiciaire, de prévention spécialisée, de formation et d'insertion auprès d'environ 8000 enfants, adolescents, jeunes adultes et familles en difficulté.



CASNAV de l'académie de Versailles

Les centres académiques pour la scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés (EANA) et des enfants issus de familles itinérantes et de voyageurs (EFIV), sont des cellules académiques d'appui et de soutien qui apportent leurs conseils et leur expertise pédagogique aux différents acteurs concernés par la scolarisation de ces élèves.

MGEN

Le groupe MGEN est un acteur de la protection sociale qui couvre 4 millions de personnes. Il gère notamment le régime obligatoire d'assurance maladie des professionnels de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur, et propose des plateformes de ressources à destination des enseignants.



Pôle Ressources

Le Pôle ressources est un facilitateur au service des acteurs du développement des quartiers et des territoires. Il exerce une mission de qualification, d'information et de mise en réseau auprès des professionnels, acteurs de la société civile et élus des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines dans les domaines du développement social et territorial.



Chaque année, ce comité de pilotage

identifie et creuse un thème en lien avec le contexte et les problématiques éducatives du département

conçoit une journée d'étude et d'échanges autour de ce thème

identifie des intervenants issus du département, à la fois des chercheurs pouvant éclairer les enjeux et des praticiens pouvant partager leur expérience lors de la journée d'étude

conçoit des démarches et animations pour faciliter les échanges durant la journée

supervise la logistique, qui est assurée par Action Education et par l'Atelier Canopé 95

effectue un bilan de la journée d'étude et en tire des leçons pour l'année suivante

Les journées de la cohérence éducative

Les journées d'étude brassent un public plus large et réunissent chaque année entre 50 et 100 participants issus de l'Éducation nationale, du secteur associatif, de collectivités territoriales ou autres institutions, ainsi qu'en moindre mesure des parents d'élèves, chercheurs et étudiants. Si les premières journées ont abordé la question de la cohérence de front, par la suite celle-ci a été abordée de manière plus indirecte : en identifiant un thème à la croisée des préoccupations des différents acteurs du département, et en favorisant le croisement de leurs points de vue et pratiques autour de ce thème. Depuis 2012, les thématiques suivantes ont été abordées :

Quelles complémentarités et cohérences éducatives dans un territoire ?

Comment construire des articulations entre les différents espaces d'éducation formelle, non-formelle et informelle, favoriser la connaissance des spécificités et les missions des professionnels, apprendre à croiser nos points de vue, développer un regard compréhensif des problématiques, identifier les besoins éducatifs des jeunes, etc.

(R)accrochage scolaire : quels enjeux ?

Quelles représentations sociales et éducatives (des enfants et adolescents, des familles ou des professionnels) peuvent favoriser l'accrochage scolaire ou au contraire l'entraver ? Notamment en matière d'inclusion des familles dans le parcours scolaire, de confiance et d'estime de soi, et de prise en compte du rapport que les enfants et adolescents entretiennent avec le savoir.

Climat scolaire : tous concernés !

Interroger la perception qu'ont les différents acteurs (enfants, familles, enseignants, collectivités, associations) du climat scolaire, partager les pratiques en la matière, et se demander comment les acteurs peuvent travailler en synergie pour l'améliorer.

Construire une communauté éducative pour construire le vivre ensemble

Interroger les représentations des acteurs sur le vivre ensemble et les facteurs qui le freinent, et réfléchir au rôle de la communauté éducative dans la construction du vivre ensemble : quels espaces existent pour que les acteurs apprennent à se connaître ? Comment coconstruire le vivre ensemble ?

2012

2013

2014

2015

2016

Les réseaux sociaux #mémepaspeur !

Creuser les enjeux liés à l'éducation aux médias avec un focus sur les réseaux sociaux : De quoi parle-t-on ? En quoi est-ce un enjeu aujourd'hui ? Comment est-ce pris en compte et pratiqué par les professionnels, les parents, les enfants et les jeunes adultes ?

Esprit critique : toujours là !

Mieux comprendre ce qu'est l'esprit critique et les enjeux de son développement, et voir comment ces questions sont abordées dans et hors de l'école par les acteurs éducatifs.

Crise sanitaire : entre continuités éducatives et pratiques innovantes (webinaires)

Comment la pandémie de la Covid-19 est-elle vécue par les enfants, les familles et les professionnels ? Quelles (dis)continuités dans les relations éducatives ? Quelles innovations dans les pratiques pédagogiques ? Quelles cohérences et complémentarités entre les acteurs éducatifs ?

Sous l'exigence, la bienveillance !

Montrer que la bienveillance est l'affaire de tous (professionnels et usagers) et qu'elle peut s'incarner à la fois dans les relations interpersonnelles, dans les pratiques professionnelles et dans le pilotage des structures et établissements. Réfléchir à la manière de dépasser la contradiction entre un discours consensuel et des contraintes qui rendent complexe sa mise en œuvre.

La communauté éducative face aux vulnérabilités

Focus sur le droit à l'éducation de certains enfants (allophones, en habitat précaire, en situation de grande pauvreté). Comment améliorer le lien entre ces publics et les institutions ? Comment favoriser le travail inter-acteurs pour mieux prendre en compte la multidimensionnalité des vulnérabilités ? Comment renforcer le pouvoir d'agir des premiers concernés ?

Comment faire communauté éducative ?

10 ans après la première journée de la cohérence éducative, se redemander comment permettre aux acteurs de dialoguer, de se comprendre malgré des cultures professionnelles différentes, et de travailler ensemble pour éviter le morcellement de la prise en charge des enfants, adolescents et jeunes.

2017

2018

2019

2020-21

2022

Quel cadre et quelles démarches pour faciliter la concertation ?

Cohérence éducative 95 n'a pas été impulsée par un cadre institutionnel préexistant, elle a donc dû poser son propre cadre et inventer ses propres manières de fonctionner au sein de ce cadre. Ce cadre et ces démarches se sont construits de manière itérative et se sont ajustés à l'évolution des besoins. En résulte un dispositif relativement fluide, qui vient répondre à des besoins de dialogue et de concertation plutôt que de les précéder, et qui conserve une capacité d'adaptation. Les principales caractéristiques en sont présentées ci-dessous.

La mobilisation et la participation des acteurs

UNE DIVERSITÉ D'ACTEURS À RÉUNIR

La diversité des acteurs, des professions et des champs d'action représentés constitue une force majeure de Cohérence éducative 95, c'est l'un des éléments clés que les participants viennent chercher dans ce groupe. Cette large représentativité des acteurs éducatifs du Val-d'Oise permet de faire remonter les préoccupations du terrain et de faire émerger des thématiques partagées. La souplesse et la diversité des formats (voir plus bas) permettent d'attirer une variété d'acteurs et que chacun trouve sa place au sein de cet espace.

Il y a autour de la table une multitude de représentants, avec des niveaux hiérarchiques divers : directions associatives, cadres de l'éducation nationale, conseillers pédagogiques, animateurs, chargés de mission ou encore parents d'élèves. Cela permet de donner la parole à une diversité d'acteurs.

Pierre Le Lohé,
École et Famille

Cet espace permet donc une interconnaissance entre des acteurs ne se croisant pas dans leurs pratiques professionnelles ou dans d'autres cadres de concertation.

Sylvie Fromentelle,
CRAP-Cahiers
Pédagogiques

Faire la connaissance d'une diversité d'acteurs permet d'avoir moins de préjugés sur les autres. Il y a la possibilité de rencontrer des personnes exerçant dans d'autres milieux du secteur de l'éducation. Il y a une complémentarité entre les acteurs présents.

UN NOYAU DE MEMBRES MOTEURS

Le comité de pilotage comprend un noyau d'acteurs assidus qui jouent un rôle moteur. Cette régularité permet le bon déroulé du processus annuel de réflexion collective au sein du comité de pilotage.

Cette participation régulière de certains acteurs peut s'expliquer par un intérêt de longue date ou une conviction particulière sur les questions de partenariat et de coéducation. Ils se disent pour beaucoup « militants » de l'éducation populaire ou de l'éducation nouvelle à titre individuel.

Les membres du comité de pilotage sont convaincus de l'importance des sujets traités, ils perçoivent les enjeux de la cohérence éducative et ils viennent avec une posture militante.

Caroline Besse,
Les Francas 95

La mobilisation des acteurs s'explique aussi par une volonté politique des organisations qui voient dans l'implication dans cet espace un moyen de se constituer un réseau et d'accéder à des informations et des ressources.

L'implication sur le long terme est une volonté stratégique de l'association. Les acteurs viennent car ils y trouvent un intérêt, il faut que cela puisse irriguer leur travail au quotidien.

Pierre Le Lohé,
École et Famille

Mahfou Diouf,
Action Education

Les acteurs vont aussi déterminer la plus-value de leur implication dans la dynamique sur leur activité professionnelle. Si un acteur y trouve de l'intérêt, il est probable qu'il soit assidu et s'implique davantage.

GÉRER LA DISPONIBILITÉ ET LE TURN-OVER DES ACTEURS

Une participation large des acteurs est nécessaire pour assurer la représentation des différents points de vue et porter collectivement les réflexions sur les sujets abordés. Mais plusieurs facteurs influencent leur capacité de mobilisation et sont autant de données avec lesquelles il faut composer.

Il est parfois compliqué de s'investir autant qu'on le souhaiterait à cause de ses obligations professionnelles.

Aïcha Sissoko,
ASIFAM

- * Malgré l'intérêt qu'ils peuvent porter à cet espace et aux thématiques abordées, le manque de disponibilité ressort comme le frein majeur à la participation des acteurs. Ils doivent composer avec leurs obligations professionnelles et trouver des disponibilités sur leur temps de travail (ou sur leur temps bénévole).

- * Par ailleurs, il y a un *turn-over* important des acteurs sur le département (enseignants, associatifs, parents élus, etc.). Cela peut représenter un frein pour une implication sur le long terme et pour la continuité de certaines activités. Bien que quelques membres soient présents au comité de pilotage depuis plusieurs années, celui-ci connaît un renouvellement régulier et doit intégrer de nouvelles personnes au fil de l'eau.

*Il y a une persévérance de la part des professionnels dans la participation, ce qui permet de consolider les liens. Mais le *turn-over* des acteurs peut fragiliser cette participation.*

Ophélie Boudet,
CIJ 95

- * Au-delà de la disponibilité et du *turn-over*, le niveau d'implication de chaque acteur varie aussi selon les périodes ou les thèmes traités. Certains thèmes intéressent plus ou moins en fonction de l'activité professionnelle de chacun. Par ailleurs, certaines périodes de l'année sont plus ou moins favorables à la participation (périodes chargées, vacances scolaires, etc.).

Le fonctionnement est pensé de manière à prendre en compte ces contraintes de disponibilité et de turnover. Il n'y a pas de règles ou encore d'institutionnalisation quant à la participation au comité de pilotage, ce qui permet aux nouvelles personnes de s'intégrer facilement. La flexibilité dans la participation leur donne la possibilité d'aller et venir en fonction de leurs disponibilités. Et une continuité est garantie par le facilitateur et par un noyau d'acteurs.

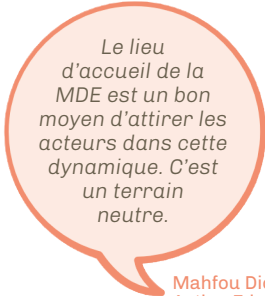
L'avantage c'est de pouvoir être associé à hauteur de ses capacités et disponibilités, sans pour autant être écarté de la dynamique en cas de non-participation.

Ophélie Boudet,
CIJ 95

Faciliter les échanges entre les acteurs

UN LIEU D'ACCUEIL PROPICE À LA COOPÉRATION

La dynamique s'est initialement formée autour d'un lieu : la Maison Départementale de l'Éducation du Val-d'Oise (MDE), qui accueille les réunions du comité de pilotage et les journées d'étude. La MDE est un lieu original qui réunit les services de la formation continue des enseignants et l'Atelier Canopé 95, et dont le projet initial était de développer la formation des enseignants par la recherche-action sur la base des problématiques sur le terrain, et d'y associer les partenaires de l'école en tant que formateurs. Cette orientation forte en termes d'ouverture aux acteurs éducatifs en fait un lieu de rassemblement neutre et accessible pour les acteurs éducatifs du département.



Le lieu d'accueil de la MDE est un bon moyen d'attirer les acteurs dans cette dynamique. C'est un terrain neutre.

Mahfou Diouf,
Action Education

L'accueil par l'Atelier Canopé, opérateur de l'Éducation nationale, facilite la participation d'autres services et acteurs de l'Éducation nationale (enseignants, personnels de circonscriptions, services académiques, etc.). Le fait que les rencontres soient reconnues et hébergées par l'institution permet aux participants de se sentir plus légitimes pour prendre du recul sur leurs pratiques, réfléchir librement hors des injonctions politiques, et exprimer des volontés d'action et de transformation.

L'ABSENCE DE DIRECTION OU DE LEADER

Cohérence éducative 95 est un espace original d'un point de vue décisionnel puisqu'il n'est soumis à aucune « direction » (ni au sens d'une orientation politique imposée ; ni au sens d'un acteur/structure dirigeante). Sans dirigeant au sein de cet espace, le groupe s'autorégule de lui-même : les membres sont consultés et leur avis pris en compte à chaque étape de l'avancement des réflexions, et les décisions sont prises collectivement après concertation. Cela favorise une horizontalité entre les membres, aucun n'étant hiérarchiquement supérieur à un autre.

UN TIERS EXTERNE FACILITATEUR ET GARANT DU CADRE

Pour autant, une fonction de facilitation est nécessaire afin d'animer la concertation, de maintenir un fil rouge et d'assurer le respect du cadre. Cette fonction est assurée par l'association Action Education, présente dans le Val-d'Oise depuis 2007 et qui a pour particularité de se positionner en accompagnement des acteurs éducatifs.

Cette position de tiers qui n'a pas d'intérêts financiers et n'est pas porteur d'enjeu ou d'orientations politiques permet à Action Education de jouer un rôle de facilitation neutre, fonction rarement existante dans d'autres cadres de concertation éducatifs.

Le facilitateur anime les réunions du comité de pilotage et formalise ses productions en vue de l'organisation de la journée d'étude annuelle. Il assure une continuité et un fil rouge qui permet à l'ensemble des membres de suivre l'avancement de chaque étape malgré les difficultés liées à leur disponibilité (planification de l'agenda et de l'ordre du jour des réunions, réservation d'une salle en amont de la réunion, rédaction des comptes-rendus, circulation de l'information entre les membres, etc.). Il est garant de l'horizontalité des échanges et de la dimension participative : facilite la co-construction, régule les interactions, s'assure qu'un acteur ne prenne pas le pas sur les autres, permet l'intégration de nouveaux membres dans la dynamique, etc.

Annie Cobes,
Circonscription
de Saint-Ouen-
l'Aumône, DSDEN 95

Action
Education assure
le fil rouge,
maintient un cap
en organisant
et structurant
le travail.

Action Education gère l'animation et l'organisation de la dynamique. Les idées peuvent circuler sans que le facilitateur ne prenne de parti pris. De plus, il y a un gros travail qui est fait pour les comptes-rendus et la préparation entre les réunions du comité de pilotage. Action Education a la capacité de s'appuyer sur les forces du collectif en favorisant l'échange entre les acteurs.

Action Education ne dirige pas, son rôle est d'accompagner les acteurs à définir collectivement la thématique à aborder, en s'assurant de rester dans la posture du facilitateur.

Pierre Le Lohé,
École et Famille

Mathieu Gros,
Action Education

Comment caractériser la fonction de facilitation ?

Quelle est la posture du facilitateur ?

- * Il est garant et facilite le fonctionnement de l'espace de concertation. Il assure la fluidité des relations des acteurs entre eux et veille à l'équilibre du groupe.
- * Davantage moteur et force d'impulsion au démarrage, il devient de plus en plus accompagnateur une fois que la dynamique est engagée.
- * Il fait preuve d'une grande adaptabilité en fonction des besoins et disponibilités des acteurs, et ajuste l'animation au fil du temps.
- * La posture neutre est permise car le tiers et son organisation n'ont pas d'intérêts financiers et/ou institutionnels dans les problématiques soulevées par le collectif.

Quel rôle joue-t-il ?

- * Il facilite et anime des séances de travail collectives, de parole et d'échanges entre les acteurs.
- * Il formalise et synthétise les réflexions et productions collectives. Il joue ainsi un rôle de maïeutique.
- * Il maintient le fil rouge qui permet au groupe de tenir malgré les freins à la participation grâce aux comptes-rendus, aux planifications des réunions, etc.
- * Il gère la logistique : communication interne et externe, organisation des rencontres, de la logistique des journées d'étude, etc.

UN ESPACE LIBÉRANT LA PAROLE ET FAVORISANT L'ÉCHANGE DES POINTS DE VUE

Tant au sein du comité de pilotage que des journées d'étude, le facilitateur s'assure que les échanges entre acteurs respectent plusieurs principes :

- * **L'horizontalité** : l'expression est libre et il n'y a pas de hiérarchie entre les paroles malgré les statuts variés des participants.

En favorisant l'échange, cet espace donne la parole à tous. L'intégration est facilitée par la possibilité de s'exprimer librement.

Sylvie Fromentelle,
CRAP-Cahiers
Pédagogiques

- * **La possibilité d'exprimer des désaccords et le respect des opinions des acteurs.** La possibilité de faire coexister une diversité de représentations et de points de vue crée une forme d'ouverture entre les acteurs, une zone de non-risque permettant de dire des choses plus librement.

C'est un espace qui est à l'écoute des contraintes de chacun. Il peut y avoir des différents mais il est important de pouvoir communiquer son point de vue et de prendre en considération celui des autres acteurs.

Caroline Besse,
Les Francas 95

La cohérence n'est pas de trouver des zones d'accord à tout prix, mais surtout de proposer un espace permettant aux acteurs d'exprimer leurs désaccords.

Françoise N'Diaye-Feuerstoss,
Ecole et Famille

- * **La possibilité pour les acteurs d'exprimer librement les frustrations et les difficultés** qu'ils rencontrent dans leur pratique professionnelle, et de réfléchir collectivement aux manières de résoudre ces problématiques dans un esprit d'entraide communautaire.

Les acteurs sont honnêtes sur leur expérience, sans édulcorer la réalité et les difficultés auxquelles ils peuvent être confrontés.

Patricia Tanqueray,
ex directrice d'école

L'horizontalité et la bienveillance font de Cohérence éducative 95 un lieu où les acteurs peuvent se dire des choses qu'ils n'ont pas l'occasion de se dire ailleurs, ou qui ne sont pas dicibles dans d'autres cadres plus institutionnalisés.

Les membres se retrouvent dans un espace commun qui correspond à des valeurs que chacun porte même si dans les structures dans lesquelles ils évoluent il n'est pas toujours facile d'être porteur de changements de pratiques ou d'innovations. Ailleurs ils n'ont pas toujours cette flexibilité.

Valérie Torossian,
DSDEN 95

Qu'est-ce qui permet la liberté de parole ?

- * **Un groupe qui réunit des acteurs et des niveaux hiérarchiques divers.** Cette composition atypique « casse les codes » par rapport à d'autres espaces où les règles de participation sont figées.
- * **Un espace dénué d'enjeux politiques, organisationnels ou financiers :** cela crée une zone de non-risque permettant de dire des choses plus librement. Les membres peuvent ainsi participer au débat et s'enrichir tout en restant loyaux à leurs propres organisations.
- * **Des échanges qui partent des personnes,** de leurs réalités de terrain, leurs pratiques et leurs difficultés, ce qui permet de valoriser les expériences complémentaires de chacun.
- * **Une animation qui :**
 - Favorise l'expression et l'horizontalité
 - Suscite la confrontation et l'explicitation des représentations de chacun, sans viser un consensus mais en assumant une certaine subjectivité et diversité
 - Régule les échanges et assure une médiation le cas échéant



Un objet commun autour duquel co-construire et partager des expériences

UN OBJET COMMUN FÉDÉRATEUR

À l'inverse d'autres mécanismes de concertation, Cohérence éducative 95 n'a pas de raison d'être qui lui préexiste (construire un PEDT, obtenir un label et financement Cité éducative, alimenter une politique publique, etc.). En l'absence d'objet prédéterminé, ce sont les membres qui définissent la raison d'être de cet espace. Ce qui les réunit chaque année est une thématique d'échange choisie sur la base des enjeux du territoire, qui formalise un intérêt mutuel des membres et autour de laquelle se s'organise le travail.

Pour rassembler la diversité des acteurs, cette thématique doit être fédératrice et faire écho à leurs préoccupations respectives. Elle est donc définie sur la base des préoccupations de terrain et des sujets d'actualité sur le territoire : place des réseaux sociaux dans l'éducation, bienveillance en éducation, publics vulnérables, etc. Il s'agit d'identifier des thèmes assez larges pour que chacun puisse apporter sa pierre à l'édifice et que des pratiques et expériences diverses puissent être mises en débat : par exemple, les sujets trop scolaro-centrés ne favorisent pas la participation des acteurs associatifs ou des parents.

Une année nous avons eu un échange sur la thématique des « violences » en milieu éducatif. Du point de vue des enseignants, la question centrale à aborder était celle des violences physiques ou verbales entre élèves (notamment dans la cour de récréation). Mais les parents d'élèves ont apporté un autre regard en témoignant que la principale violence ressentie par leurs enfants était d'ordre symbolique et avait trait aux processus d'orientation scolaire. En essayant de définir une thématique, on était déjà dans le croisement des représentations et dans la construction d'éléments de compréhension partagés.

Mathieu Cros,
Action Education

Autour de cette thématique, un cycle annuel de réflexion et d'échanges est mis en place au sein du comité de pilotage et il aboutit à l'organisation d'une journée d'étude ouverte à un public plus large. Cette journée marque l'aboutissement du processus annuel et son organisation apparaît donc comme un « point d'ancrage » autour duquel réunir les acteurs et susciter les échanges.

Jérôme Lucchini,
Atelier Canopé 95

Il y a des discussions sur un temps long entre les membres du comité de pilotage, avec la possibilité de traiter un sujet en profondeur sur une année.

UNE DYNAMIQUE DE CO-CONSTRUCTION

La journée d'étude est élaborée collectivement par les membres du comité de pilotage : chacun peut contribuer à creuser la thématique en apportant sa connaissance située, proposer des intervenants, identifier des expériences porteuses de sens sur le département et qui pourraient être valorisées, etc. Les décisions concernant le déroulé et l'animation de la journée sont prises collectivement. Plus largement, les membres participent aux décisions sur le fonctionnement de Cohérence éducative 95 en proposant des idées d'évolution, en invitant de nouveaux acteurs à se joindre aux réunions, etc.

Cette démarche de co-construction permet de :

- * Profiter des ressources et des potentialités du groupe, qui fait remonter les problématiques et l'information disponible sur le territoire
- * Concilier les attentes et les intérêts de chaque acteur en fonction de leurs différents contextes
- * Cultiver le souci de la place de chacun, et valoriser la contribution de chacun au projet partagé
- * Créer de l'intéressement mutuel autour d'une thématique et d'un projet collectif, autour duquel on peut questionner, expérimenter et opérer un retour réflexif collectivement

*C'est un lieu de démocratie
associative, de débat, de
confrontation et de co-construction
avec une attention portée à chacun.
C'est un espace pour s'entraîner
à travailler ensemble.*

Françoise
N'Diaye-Feuerstoss,
École et Famille

La démarche de co-construction

Le cas du choix de la thématique annuelle par le comité de pilotage

- * Un premier tour de table permet à chaque participant de partager les enjeux et préoccupations qui lui semblent cruciales au regard de ses expériences et sa pratique de terrain.
- * Les participants sont ensuite invités à réagir et rebondir sur les contributions des autres, on croise les regards et identifie une ou plusieurs options de thèmes entre lesquelles il faudra trancher par consensus.
- * Une fois le thème choisi, il est creusé en approfondissant la manière dont il est perçu et fait écho à chacun, en partageant des concepts théoriques et des expériences pratiques, etc.
- * Le facilitateur appuie un travail de synthèse qui permet de dégager des grandes lignes et sous-thèmes qui serviront d'ossature à la journée d'étude. Il ne s'agit pas d'uniformiser les points de vue ni d'arriver à un consensus figé : un format de « carte mentale » est utilisé pour laisser coexister les différents points de vue et contributions. Cette synthèse est ensuite remise en débat et enrichie de manière itérative.
- * Sur cette base, chaque participant est invité à contribuer à la recherche d'intervenants (praticiens ou chercheurs) et d'outils à partager, ainsi qu'à la construction d'animations pour favoriser les échanges au cours de la journée. Un point d'attention est porté à la diversité des points de vue et à l'équilibre des intervenants (Éducation nationale et éducation populaire, professionnels et usagers, chercheurs et praticiens, etc.).

Pierre Le Lohé,
École et Famille

La participation est enrichissante intellectuellement pour chaque acteur. Il y a un travail de clarification et d'élaboration de certains concepts très intéressants. Cela donne une dimension formative au processus.

UN ACCENT MIS SUR LE PARTAGE D'EXPÉRIENCES LORS DES JOURNÉES D'ÉTUDE

De nombreuses ressources sont présentées par les acteurs. Il y a possibilité de se saisir d'outils qui ont été partagés et qui s'avèrent utiles pour une diversité d'acteurs.

Ophélie Boudet,
CIJ 95

Les journées d'étude, accordent une large place au partage d'expériences, de pratiques et de ressources. Partir d'expériences ancrées dans les réalités du territoire est plus propice à l'échange et plus fédérateur qu'un dialogue à un niveau théorique et conceptuel. La présence d'acteurs variés permet une ouverture sur différentes approches et manières de traiter une problématique, favorisant les transferts de pratiques et l'innovation.

Pour ce faire, un « forum des pratiques » est organisé lors de chaque journée. Il permet aux participants de circuler entre plusieurs espaces où sont présentés des projets et outils développés par des acteurs du département. Un accent est mis sur les expériences qui ont fait collaborer différents types d'acteurs, et sur la diversité des présentations.

Le forum des pratiques est un vrai moment d'échange, un échange de pratiques entre les acteurs. Il y a la possibilité d'avoir des digressions intéressantes en partant de la discussion d'un outil en particulier pour arriver à un échange plus large, toujours en lien avec l'éducation.

Caroline Besse,
Les Francas 95

Comment faciliter les interactions entre acteurs lors d'une journée d'étude ?

- * Prévoir des temps d'interconnaissance/brise-glace pour lancer les discussions.
- * Favoriser la diversité des intervenants pour s'assurer de la représentation de différents points de vue. Cela permet d'avoir des regards croisés entre des acteurs et métiers sans que certains points de vue ne prennent le dessus sur d'autres.
- * Limiter les tables rondes et les plénières formelles, et privilégier des temps plus participatifs.
- * Privilégier les partages d'expériences ou d'outils qui permettent d'engager des discussions.
- * Permettre des moments d'échanges informels avec des pauses café, un buffet convivial, des temps morts entre les sessions, etc.



Un cadre d'échange autodéfini et souple

Le cadre d'échange de Cohérence éducative 95 n'est pas prédéfini ou imposé de manière descendante. Il s'est construit au fil de l'eau et en fonction des besoins, une forme de routine s'installant autour d'un comité de pilotage, de l'organisation d'une journée d'étude annuelle, et d'une animation par Action Education. Cette construction ascendante a permis de s'adapter aux besoins de l'échange d'une part, et à la disponibilité des acteurs d'autre part.

Le cadre existe, bien qu'il soit assez informel. Il est animé et a une temporalité régulière, ce qui aide à tenir l'engagement des acteurs. Et le facilitateur joue le rôle de garant de ce cadre.

Patrick Clerc,
Equi-Libre

En résulte un cadre moins institutionnel ou normé que d'autres espaces de concertation, ce qui facilite l'échange entre les acteurs, la prise de recul et l'expression de points de vue relativement hétérodoxes et décentrés de l'Éducation nationale et d'autres institutions.

POINT D'ATTENTION

La plupart des acteurs trouvent que le cadre et l'animation souples sont facilitants pour s'intégrer, s'exprimer et participer. Cependant, pour certains, cela n'aide pas forcément à trouver une place au sein du comité de pilotage. Le fait que les rôles et responsabilités de chacun soient fluides et non institutionnalisées peut donner le sentiment de ne pas être indispensable. De plus, l'investissement fort de l'espace d'échange par certains acteurs du « noyau dur » peut représenter un frein à l'intégration de nouveaux acteurs.

Le cadre et les modalités d'animation sont régulièrement remis en question et évoluent en fonction des besoins. Les thèmes traités ont grandement varié au fil du temps pour s'adapter aux préoccupations remontant du terrain. Tout comme le thème, le format des journées d'étude a évolué pour approfondir la dimension d'interaction : en organisant un forum des pratiques depuis 2016, des temps d'interconnaissance depuis 2018, et des temps de co-construction depuis 2022. Des alternatives pour des échanges en distanciel (webinaires, etc.) ont été expérimentées pendant la pandémie de Covid-19 : s'ils ont permis de faciliter certains échanges et la participation de personnes ne pouvant faire le déplacement, ils ont cependant attiré moins de participants. La possibilité de se rencontrer en physique reste un vrai plus pour briser la glace et créer du lien, et les alternatives numériques ne semblent pas en mesure de se substituer définitivement au présentiel.

Quelques caractéristiques du cadre d'échange de Cohérence éducative 95

Quelles finalités du cadre d'échange ?

- * Un espace dégagé d'enjeux : les échanges ne sont pas soumis à un agenda politique ni à des engagements financiers
- * Pas de finalité prédéfinie/imposée : une tradition d'organiser une journée d'étude annuelle, mais les finalités sont remises en débat collectivement chaque année et peuvent évoluer

Quelles modalités de participation ?

- * Pas d'obligation de participation
- * Pas de règles sur qui participe : l'ensemble des acteurs a la possibilité d'intégrer ou de le quitter le groupe librement et à tout moment, sans conditions préalables au-delà de son intérêt pour le collectif
- * Pas de règles sur comment participer : les acteurs peuvent aller et venir en fonction de leurs disponibilités et de leurs intérêts (notamment envers la thématique traitée). Il n'y a pas d'obligation de régularité dans la participation

Comment s'organisent les échanges ?

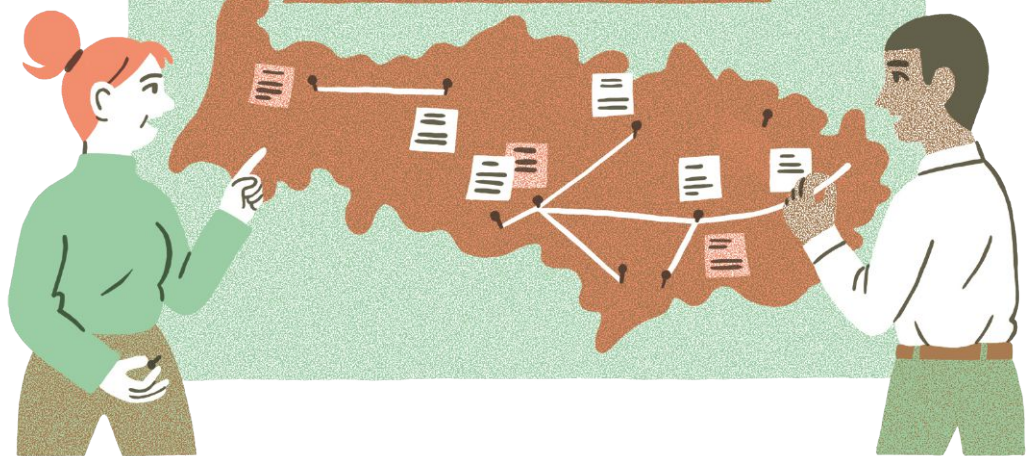
- * Sur le fond : autour d'une thématique annuelle, et sur la base des enjeux et problématiques de terrain
- * Sur la forme :
 - Un principe qui est de donner la parole aux divers acteurs concernés par la thématique et de croiser leurs points de vue

- Mais peu de normes préexistantes sur les modalités d'échange au sein du copil et des journées d'étude : on crée chemin faisant et réajuste d'une année à l'autre
- Des règles en termes d'écoute, de non-jugement et d'horizontalité, dont le facilitateur est garant
- * Il existe une temporalité (réunions régulières, calendrier autour de l'organisation de la journée d'étude) mais elle reste flexible et la participation à toutes les échéances n'est pas obligatoire

Comment maintenir un fil rouge ?

- * Par l'élaboration collective des contenus lors des comités de pilotage, en présentiel ou à distance via des documents collaboratifs
- * Par la prise de décision consensuelle entre les acteurs
- * Par l'élaboration de synthèses et de comptes-rendus des productions et des rencontres
- * Par la planification et la communication sur les rencontres à venir
- * Par le rappel des étapes précédentes en début de chaque séance. Cela permet de se remettre dans la réflexion et de rattraper les éventuelles étapes manquées
- * Par la répartition des rôles : recherche d'intervenants, animation des tables-rondes ou ateliers, préparation de la logistique, communication sur la journée, etc.

CARTE DES ACTEURS ÉDUCATIFS DU 95



Les effets de la participation pour les acteurs

De manière générale, les acteurs ont du mal à identifier les effets de la participation à cet espace sur leur pratique, car ceux-ci ne sont pas toujours visibles ou quantifiables. De plus, il est difficile de mesurer les changements pour les enfants, adolescents et jeunes et au niveau du territoire, ce qui est la finalité même de la cohérence.

Il est compliqué de déterminer les effets que la dynamique a pu avoir sur le département. Il n'y a pas de données ou de documentation permettant de mettre en avant son impact.

Pierre Le Lohé,
École et Famille

Il est difficile de constater des changements flagrants produits par la dynamique. Il peut y avoir une sensation de manquer de pouvoir d'agir.

Sylvie Fromentelle,
CRAP-Cahiers
Pédagogiques

Cependant, on peut identifier trois principaux effets sur les acteurs qui ont participé à cet espace, et plus largement sur le territoire.

Effets en termes d'interconnaissance et de décloisonnement

Dans cet espace, des acteurs qui ne se rencontrent pas habituellement font connaissance, échangent, apprennent les uns des autres et nouent des relations professionnelles. Les acteurs de l'Éducation Nationale peuvent se concerter avec ceux de l'éducation populaire dans une horizontalité et une liberté d'échange qui existent peu en dehors de cet espace.

Ce décloisonnement permet aux acteurs :

- * De faire évoluer les représentations et les préjugés des uns sur les autres. En échangeant autour d'une problématique donnée, ils comprennent le point de vue, les contraintes, et l'expertise des autres. Un « intéressement mutuel » se crée malgré la diversité des visions.

Cet espace est précurseur dans le décloisonnement entre éducation populaire et Éducation nationale. Il permet d'imaginer le rapprochement de certains acteurs.

Ophélie Boudet,
CIJ 95

La rencontre entre des acteurs éducatifs représente déjà un effet. L'apport d'un espace comme celui-ci est déjà précieux s'il permet des rencontres interprofessionnelles.

Pierre Le Lohé,
Ecole et Famille

- * De mieux connaître le champ d'action et l'expertise de chacun. Cette meilleure visibilité sur l'écosystème d'acteurs permet d'identifier de potentiels partenaires et de mieux orienter les publics dans la myriade de dispositifs existants.

Les échanges ont permis aux acteurs de mieux comprendre les champs d'interventions de chacun, de partager des expériences positives que chacun avait pu mener. Repérer les expertises et ainsi laisser un acteur plus compétent réaliser une action plutôt que de le faire soi-même.

Jérôme Lucchini,
Atelier Canopé 95

- * De développer une forme d'entraide communautaire. La possibilité d'exprimer ses difficultés et d'explicitier son travail favorise la prise de hauteur et permet d'induire une réflexivité sur sa propre pratique professionnelle.

Cela permet à chacun de tenir psychologiquement. Les acteurs vont pouvoir prendre conscience des besoins de chacun. Ils peuvent exprimer leurs difficultés et les conditions compliquées auxquelles ils font face.

Patrick Clerc,
Equi-Libre

Plus largement, prendre le temps de se connaître est un préalable nécessaire pour pouvoir envisager de travailler ensemble : se créer des références et compréhensions communes, montrer qu'il y a des choses qui sont possibles, ouvrir le champ des possibles et arriver à se projeter ensemble.

Effets sur l'appréhension des enjeux éducatifs et du territoire

- * La participation a un effet formateur sur les acteurs. En échangeant autour d'une problématique éducative, ils enrichissent leur compréhension avec les regards des uns et des autres, soulèvent des questions auxquelles ils tentent de trouver des éléments de réponse, partagent des ressources. Au fil de l'eau, des connaissances et concepts sont élaborés collectivement et renforcent l'expertise de chacun.

Il y a un vrai apport en termes d'analyse et d'appréhension des sujets avec la perception des autres partenaires.

Caroline Besse,
Les Francas 95

- * Les acteurs améliorent également leur appréhension du territoire : les enjeux éducatifs prégnants, les actions et dispositifs existants, etc. La participation contribue ainsi à maintenir les acteurs à jour sur l'actualité et les dynamiques à l'œuvre sur le département.

Les journées d'étude ont contribué à la valorisation des initiatives existantes dans le 95 et à une meilleure connaissance des acteurs du territoire.

Mahfou Diouf,
Action Education

Les échanges permettent une meilleure compréhension des projets réalisés sur le territoire. Essayer de résoudre des problématiques communes grâce à un ensemble de pratiques partagées par les acteurs.

Annie Cobes,
Circonscription de
Saint-Ouen-l'Aumône,
DSDEN 95

- * Les partages d'expériences ont également une fonction de valorisation des acteurs et de reconnaissance mutuelle du travail qu'ils effectuent.

C'est un espace à l'échelle du département qui permet aux structures de valoriser des expériences de terrain et de formaliser des connaissances pratiques et des postures d'actions.

Pierre Le Lohé,
École et Famille

Effets sur l'action et les pratiques

Le décloisonnement et l'enrichissement intellectuel se traduisent sur la pratique des acteurs à plusieurs niveaux :

- * La connaissance du maillage d'acteurs et de dispositifs du territoire permet de mieux orienter les publics vers des structures ou dispositifs en capacité de répondre à leurs besoins.

Cohérence éducative a modestement participé à aider les personnes à s'orienter vers des services en adéquation avec leurs besoins. Les acteurs apprennent la capacité à déléguer.

Jérôme Lucchini,
Atelier Canopé 95

- * La présentation de démarches et d'outils permet d'enrichir la pratique professionnelle de chaque acteur. Certains participants se sont réappropriés des ressources utiles dans leur pratique quotidienne, ont coconstruit de nouveaux outils ou ont apporté des changements dans leurs démarches.

Sa palette de pratiques peut être élargie en travaillant avec d'autres acteurs au sein de cet espace. La participation a contribué à donner du sens à mon activité et a alimenté la revue de ma lettre de mission.

Annie Cobes,
Circonscription de
Saint-Ouen-l'Aumône,
DSDEN 95

- * Enfin, cela permet d'identifier de potentiels partenaires et de former un réseau informel d'acteurs éducatifs. Le lien créé a ouvert la possibilité à diverses formes de coopérations et partenariats donnant lieu à de nouvelles pratiques.

En s'impliquant dans cet espace, École et Famille a pu rencontrer une personne du ministère de l'intérieur lors d'une journée d'étude. Suite à cette rencontre nous avons obtenu une subvention dans le but de travailler auprès des parents d'enfants en UPE2A.

Pierre Le Lohé,
École et Famille

À la suite d'une journée d'étude sur le numérique et les médias, j'ai pu réaliser une observation participante d'un atelier à la Bibliothèque Publique d'Information du centre Pompidou et rédiger un rapport sur la question de l'éducation aux médias. J'ai également pu être sollicité par la revue Diversité du réseau Canopé pour rédiger un article sur le sujet du numérique dans l'éducation.

Gérard Marquié,
Ex-INJEP

LES JEUNES
SUR LES RÉSEAUX



TIKTOK
INSTAGRAM
FACEBOOK



Quelques questions transversales

L'expérience de Cohérence éducative 95 soulève plusieurs questionnements transversaux auxquels il n'existe pas de réponse tranchée mais qui éclairent les enjeux de la concertation en éducation.

Comment parvenir à attirer une diversité d'acteurs ?

Bien qu'une multitude d'acteurs aient participé au fil du temps, les membres du comité de pilotage relèvent l'absence de certains acteurs : les usagers (enfants, jeunes, adolescents et leurs familles, même si certains ont participé de manière ponctuelle), les élus locaux, les institutions hors-Éducation nationale, et les chercheurs. Plusieurs facteurs peuvent expliquer la complexité d'attirer certaines catégories d'acteurs dans cet espace :

- * Certains formats ne correspondent pas nécessairement à tous les acteurs, et les temporalités des parents et des professionnels sont souvent différentes. Cela souligne la nécessité de multiplier et de varier les formats pour faciliter certains niveaux de dialogue.
- * À ce jour, le dialogue porte principalement sur un niveau technique/professionnel, et il n'est pas toujours évident de l'articuler avec des dialogues au niveau

politique, avec la parole des usagers, ou encore avec le monde de la recherche. Certains acteurs ne trouvent donc pas forcément d'intérêt ou de sens dans cet espace tel qu'il existe aujourd'hui.

- * L'échelle départementale n'est pas toujours la plus pertinente pour favoriser la participation de certains acteurs. Par exemple, des rencontres plus locales à l'échelle d'une commune pourraient davantage mobiliser élus et parents.
- * Enfin, les thématiques traitées lors des rencontres influencent la participation de certaines catégories d'acteurs.

Se pose donc la question d'approfondir le décloisonnement, d'amener d'autres types d'acteurs autour de la table et de s'assurer que chacun trouve sa place dans la concertation.

Caroline Besse,
Les Francas 95

Il y a un manque de la parole des parents, des collectivités territoriales et des institutions dans cet espace.

Il serait intéressant d'élargir le comité de pilotage à des individus qui sont des usagers mais qui ont aussi envie d'être actifs et de participer à la réflexion.

Jérôme Lucchini,
Atelier Canopé 95

Au-delà de l'échange, quelles possibilités d'approfondissement et de passage à l'action ?

Lors des journées d'étude, le partage d'expériences et de ressources génère beaucoup d'enthousiasme de la part des participants et leur donne souvent envie d'expérimenter de nouvelles pratiques. Mais tous ne se sentent pas en mesure de se réapproprier les outils, de traduire les enseignements tirés dans leur activité professionnelle ou de les partager avec leurs collègues.

Pour que l'échange et la concertation aient davantage d'impact sur la pratique des acteurs et sur le territoire, une réflexion sur la manière d'accompagner les acteurs dans le passage à l'action et la construction de partenariats serait nécessaire. Il s'agit d'éviter le « retour au quotidien » après les journées et de faire fructifier les réflexions issues de la concertation. Cela pourrait prendre plusieurs formes :

- * Formaliser et visibiliser les connaissances et démarches partagées lors des journées d'étude pour permettre à d'autres de s'en emparer (sous forme d'outils, publications, blogs, etc.).
- * Faciliter les transferts d'expériences entre acteurs, la formation croisée et autres logiques de renforcement mutuel
- * Appuyer la conception d'expérimentations et de projets communs
- * Au-delà des seules journées d'étude, inscrire les échanges et la production de connaissances dans un temps plus long (par la recherche-action, par le suivi d'expérimentations menées sur le territoire, etc.).

Au-delà du partage d'outils, il serait intéressant d'avoir un accompagnement plus personnalisé, un suivi pour leur mise en place. Cela permettrait d'évaluer le processus et de voir ce qui a fonctionné et ce qui a manqué.

Aïcha Sissoko,
ASIFAM

Françoise N'Diaye
Feuerstoss,
École et Famille

Il pourrait y avoir un collectif accompagnant les projets par la suite, une phase opérationnelle de mise en œuvre projet.

Quelle visibilité et quelle reconnaissance de Cohérence éducative 95 ?

Au fil du temps les acteurs ont « institué » un cadre et une démarche pour faire fonctionner cet espace, sans pour autant que celui-ci soit « institutionnalisé » : il n'est pas établi par la loi ni géré par une institution publique, n'a pas de caractère stable ni officiel, et ne participe de la mise en œuvre d'une politique publique. Ce caractère non-officiel a permis la flexibilité et la liberté de parole qui font aujourd'hui la plus-value de Cohérence éducative 95.

L'institutionnalisation de cet espace n'est pas forcément nécessaire, le cadre flexible actuel convient à une partie des acteurs.

Sylvie Fromentelle,
CRAP-Cahiers
Pédagogiques

Mais il a également des limites, et une plus grande visibilité et une reconnaissance par les institutions pourrait avoir un effet de levier :

- * En rendant l'espace davantage pérenne,
- * En légitimant et facilitant la participation de certains professionnels,
- * En donnant à voir aux institutions ce qui est produit par la dynamique collective,
- * En légitimant le collectif pour faire remonter des besoins du terrain ou porter un plaidoyer pour alimenter les politiques publiques.

Cette reconnaissance par les institutions légitimerait davantage Cohérence éducative auprès d'autres acteurs. On pourrait notamment échanger avec des élus.

Caroline Besse,
Les Francas 95

Annie Cobes,
Circonscription de
Saint-Ouen-l'Aumône,
DSDEN 95

Il serait intéressant d'arriver à montrer qu'il y a une demande de concertation de la part des enseignants, de constater une demande de terrain. Cela donnerait la possibilité de formaliser le positionnement de cet espace, avec peut-être des personnes missionnées pour y participer.

Comment suivre et mesurer les effets de la cohérence sur un territoire ?

Il est compliqué de déterminer clairement l'impact que Cohérence éducative a pu avoir sur les acteurs y participant, et a fortiori sur le territoire. Cela permettrait cependant d'éclairer les travaux et les choix des membres et de renforcer les actions menées. Le développement d'un tel suivi des effets pose plusieurs défis méthodologiques : la définition collective des objectifs et transformations visées, la définition d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour baliser ces transformations, la démarche et le dispositif collectif de mesure et d'analyse des effets.¹

¹ À ce sujet, voir notamment le travail mené dans le Val-d'Oise et l'Essonne par les Centres de Ressource Politique de la Ville Franciliens et La Fonda, « Mesurer l'impact des coopérations éducatives » : <https://fonda.asso.fr/ressources/mesurer-l-impact-des-cooperations-educatives-synthese-du-cycle-de-qualification-et-boite>

JOURNÉE DE LA
COHÉRENCE ÉDUCATIVE



POUR CONCLURE

La cohérence éducative, essentielle et à portée de main

Ce type de concertation fait sens pour les acteurs, et il n'est pas forcément complexe ni coûteux à organiser

Cohérence éducative 95 répond à un besoin d'espace et de temps dédié à la rencontre et la connaissance mutuelle des intervenants éducatifs. Ce temps est un préalable pour pouvoir travailler de manière complémentaire mais il est rarement permis ou prévu. Se retrouver dans un espace dégagé d'enjeux et d'intérêts permet aussi de pouvoir parler librement, d'exprimer des difficultés, et d'avoir une réflexion sur sa pratique en la confrontant à celle des autres. L'utilité et le sens que les acteurs trouvent dans cet espace explique sa durabilité depuis 10 ans, car ils y trouvent des choses qu'ils ne trouvent pas nécessairement dans d'autres espaces de concertation.

C'est un lieu dans lequel on se sent grandir, auquel on tient, où on apprend. Cela réconforte et fait du bien de voir que les autres se posent les mêmes questions, qu'on est dans le même bateau.

Mathieu Cros,
Action Education

Jérôme Lucchini,
Atelier Canopé 95

Si les acteurs sont toujours présents après 10 ans c'est parce que cela fait sens pour eux.

Cette expérience montre aussi qu'il n'est pas nécessaire que la concertation soit très institutionnalisée ni que ses thématiques soient clairement prédéfinies pour produire des effets. Laisser une marge de liberté aux acteurs et construire de manière ascendante permet de partir de leurs besoins les plus prégnants et de les mettre dans des conditions favorables à la concertation et à la coopération. Ce livret apporte des éléments pour ce faire en termes de démarches et de posture.

Par ailleurs, ces modalités de fonctionnement ne sont pas nécessairement coûteuses : dans le cas présenté ici, le seul coût lié au cycle d'échanges annuel est celui du buffet de la journée d'étude... Reste la question de l'animation et du besoin de tiers facilitateurs qui puissent faire des ponts entre les acteurs et accompagner la concertation.

« S'embarquer » collectivement dans un projet éducatif

L'expérience de Cohérence éducative 95 montre comment un groupe d'acteurs fait collectif parce que concernés à deux niveaux : par le territoire, un département dans lequel chacun vit ou développe son activité professionnelle, et par la question de l'éducation à laquelle chacun porte un intérêt particulier. Sans cadre prédéfini ni institutionnalisé, des acteurs s'embarquent dans un travail réflexif pour comprendre leur territoire, prendre du recul sur leur agir professionnel et les enjeux de ces actions. Ce faisant les parties prenantes du collectif, qu'elles soient « dans » l'Éducation nationale ou « autour » d'elle, revendiquent leur légitimité à s'organiser, penser des problématiques, expérimenter et formaliser des savoirs de manière libre, au-delà des injonctions institutionnelles et des logiques d'instrumentalisation.

À un niveau micro et modeste, cette expérience illustre l'idée que pour faire éducation il faut cesser de segmenter les acteurs et les temps éducatifs et les réassembler afin de faire ensemble. Elle nous apporte deux pistes de réflexion nous éclairant sur les besoins pour aller dans ce sens :

- * D'abord, remettre du politique au sens noble du terme afin de s'embarquer collectivement dans un travail sur la vision et les finalités de l'éducation. Il s'agit de faire communauté autour d'un projet politique, pas dans le sens d'uniformiser ou d'effacer les singularités, mais de les mettre en commun.
- * Pour ce faire, il apparaît nécessaire de partir de la réalité du milieu ou du territoire constituant le point de départ partagé autour duquel construire de manière ascendante. Pour autant, les acteurs sont soumis à des injonctions (politiques, institutionnelles, organisationnelles, financières, etc.) descendantes qui entrent en contradiction avec une telle démarche et qui tendent à segmenter les initiatives. C'est cet écart entre la réalité de terrain d'une part, et la politique publique, son déroulé, et les stratégies des acteurs d'autre part, qu'il s'agit de combler.

Nous tenons à remercier les personnes suivantes qui ont contribué à ce livret en partageant leur expérience au cours d'entretiens ou de séances de travail :

- * Florence Allain, enseignante retraitée, école ouverte des Bourseaux
- * Caroline Besse, Francas du Val-d'Oise
- * Ophélie Boudet, Centre Information Jeunesse Val-d'Oise
- * Patrick Clerc, Equi-Libre
- * Annie Cobes, Circonscription de Saint-Ouen-l'Aumône, DSDEN 95
- * Mahfou Diouf, Action Education
- * Sylvie Fromentelle, CRAP-Cahiers Pédagogiques
- * Pierre Le Lohé, association École et Famille
- * Jérôme Lucchini, Atelier Canopé 95
- * Gérard Marquié, retraité de l'INJEP
- * Françoise N'Diaye-Feuerstoss, association École et Famille
- * Benoît Romero, Pôle Ressources Ville et développement social
- * Aïcha Sissoko, Salif Sissoko et Mohamed Bal, Association de Soutien à l'Intégration des Familles de Migrants (ASIFAM)
- * Valérie Torossian, DSDEN 95

Livret coordonné par Mathieu Cros et Théo Laugeois, Action Education

Avec les contributions et l'appui méthodologique de :

Albane Buriel et Sonia Vinolas, Action Education

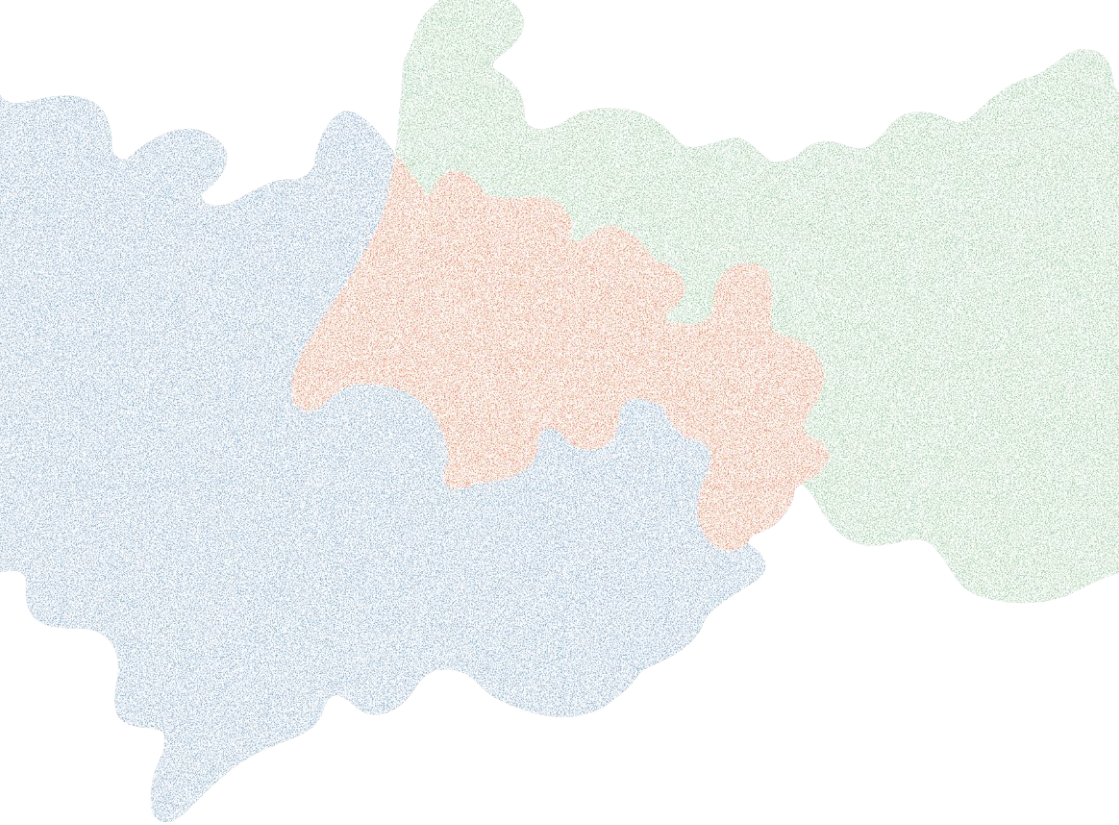
Patrick Clerc, Equi-Libre – patrickclerc.wixsite.com/equi-libre-formation

Éditeur : Action Education

Graphisme : Valérie Boyat & Nicolas Folliot – Les Faire-Valoir – lesfaire-valoir.com

Illustrations : Lucille Meister – lucillemeister.fr

Mai 2023



Les organisations suivantes ont participé à l'expérience présentée dans ce livret :



Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Val-d'Oise



Afavo
Association pour l'accompagnement et la formation des Femmes et des Familles

